

PRÉFECTURE  
DES BOUCHES-DU-RHONE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DES RELATIONS AVEC  
LE DÉPARTEMENT ET LES COMMUNES

Marseille, le

Bureau de l'Environnement

Dossier suivi par :

Mme DU BOUSQUET

N° 61-1982 A

A R R E T E

portant mise à jour des prescriptions  
techniques d'exploitation des PAPETERIES ETIENNE  
à ARLS

LE PREFET, COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE  
DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE-D'AZUR,  
ET DU DEPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHONE,

VU la loi n° 76-663 du 19 Juillet 1976 relative  
aux installations classées pour la protection de l'environnement,

VU le décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977,

VU l'arrêté préfectoral du 23 Septembre 1975,  
autorisant la Société des PAPETERIES ETIENNE à exploiter une  
fabrique de papier à ARLS, 29, Avenue de Camargue-Trinquetaille,

VU les avis du Directeur Interdépartemental de  
l'Industrie en date des 16 Août et 15 Octobre 1982,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date  
du 8 Septembre 1982,

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'imposer des prescriptions  
particulières à la Société en cause en vue de supprimer ou réduire  
les pollutions en provenant (pollution des eaux, de l'air, bruits,  
déchets et dangers d'incendie),

SUR la proposition du Secrétaire Général de la  
Préfecture des Bouches-du-Rhône,

A r r ê t e :ARTICLE 1er.

Les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 82/1973  
en date du 23 Septembre 1975 autorisant la S.A. PAPETERIES ETIENNE  
à exploiter à ARLS, 29, Avenue de Camargue, une fabrique de papier,  
sont modifiées dans les conditions prévues ci-après.

.../...

# I - INSTALLATIONS AUTORISEES

## 1 - Les installations autorisées comprennent :

- des hangars et zones extérieures de stockage de vieux papiers et de pâtes neuves.
  - un atelier de trituration pour la préparation des pâtes à partir de vieux papiers et pâte KRAFT écrue, comprenant un pulpeur de 40 m<sup>3</sup> (pâte V.P.) et un pulpeur de 20 m<sup>3</sup> (V.P. + KRAFT) %.
  - un atelier de fabrication du papier à onduler comprenant 2 machines de capacités moyennes respectives de 110 T/J (machine 1, papier couché avec pâte VP + KRAFT) et 170 T/J (machine 3, pâte VP). La production maximale autorisée pour l'ensemble de l'établissement est fixée à 280 T/J en moyenne mensuelle (production d'un mois calendaire rapportée au nombre de jours de production du mois, exprimée en tonnes de papier à plus de 90 % de siccité); toutefois l'exploitant pourra bénéficier de la procédure de demande d'autorisation simplifiée prévue à l'article 18 du Décret Ministériel 77-1133 du 21 Septembre 1977 (application des 2 premiers alinéas de l'article 20), pour accroître la valeur de la production maximale susvisée jusqu'à 320 T/J en moyenne mensuelle, sans modification des installations de fabrication existantes.
  - Halles de stockage des produits finis en bobines.
  - une chaufferie comprenant une chaudière Babcock et Wilcox de puissance nominale 27.000 th/h, alimentée au fuel-oil lourd n° 2.
  - des dépôts d'hydrocarbures pour la chaufferie constitués d'une part d'un réservoir cylindrique vertical aérien de 1.000 m<sup>3</sup> de fuel-oil lourd n° 2 en bordure du Rhône, d'autre part d'un réservoir cylindrique horizontal à 2 compartiments recevant 40 m<sup>3</sup> de F.O.L. n° 2 et 8 m<sup>3</sup> de F.O.D., situé dans la zone de la chaufferie.
  - une station de traitement des eaux d'alimentation de l'usine et d'épuration des effluents.
  - autres locaux abritant les services généraux divers, tels qu'atelier d'entretien, laboratoire, bureaux, compression d'air.
- 2 - L'ensemble des activités de l'établissement est réglementé eu égard aux rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :
- R 330 : fabrication du papier et du carton (autorisation)
  - R 329 : dépôt de plus de 50 T de papiers usés ou souillés (autorisation).

- R 153 bis : Chaufferie de plus de 8.000 th/h (autorisation)
- R 81 bis : dépôt de plus de 1000 m<sup>3</sup> de papiers ou matériaux combustibles analogues à moins de 100 m de bâtiments occupés par des tiers (déclaration)
- R 253 : dépôts de liquides inflammables aériens (déclaration)

## II - POLLUTION DES EAUX

### 1 - COLLECTE DES EFFLUENTS

D'une manière générale, tous les secteurs (ateliers, stockages, distributions, aires extérieures) où un écoulement de liquide - accidentel ou non - a lieu ou est susceptible d'avoir lieu, devront comporter des aires étanches en pente, avec des caniveaux canalisant ces liquides vers des puisards de récupération à partir desquels les traitements appropriés seront donnés aux effluents; les eaux de pluie souillées et de lavage de matériel notamment, sont visées par la prescription ci-dessous.

Les réseaux internes de collecte seront rendus autant que possible du type séparatif, c'est à dire constitués au minimum en 2 Parties qualitativement distinctes : eaux propres de refroidissement et pluviales d'une part, eaux chargées d'autre part.

Un plan d'ensemble regroupant les circuits de fluides et réservoirs de l'usine, repérés par des couleurs conventionnelles, sera tenu à jour, par l'exploitant; en particulier, le détail des réseaux d'égout devra figurer de manière précise sur ce plan.

### 2 - CONTRÔLE DES REJETS.

a) Débitmètre et échantillonneur : tout effluent généré par l'usine devra être équipé, sur l'émissaire de rejet au milieu naturel récepteur, d'un dispositif de mesure du débit avec enregistrement continu et totalisateur, ainsi qu'un appareil de prélèvement automatique d'échantillon moyen de l'effluent sur 24 h.

b) Mesures et analyses d'autosurveillance :

- la température et le pH des rejets au milieu naturel récepteur seront mesurés journellement.
- chaque prélèvement moyen journalier non décanté fera l'objet de mesures de détermination des matières en suspension totales (MeSTnd), de demande chimique en oxygène (DCO Nd) et, sur un échantillon d'un jour déterminé de la semaine, de demande biologique en oxygène (DBO5 nd) selon les méthodes normalisées françaises en vigueur.

c) Mesures et analyses par organisme agréé :

Les flux de pollution générés par l'usine feront l'objet de campagnes de mesure par un organisme agréé de l'Administration à la demande de l'Inspecteur des Installations Classées et à la charge de l'exploitant ; ces campagnes comprendront, sur une période de mesure de 48 heures au minimum, la détermination des flux en  $\text{MeSTnd}$ ,  $\text{DCOnd}$ ,  $\text{DBO5nd}$ , pH et températures, pour une production nominale de l'usine.

Compte-tenu de l'échéancier de réduction des charges polluantes prévu au présent arrêté, des campagnes de mesures telles que définies ci-avant devront être réalisées dans le courant du 1ER TRIMESTRE des années 1983, 1984 et 1986 ; les campagnes de mesures de pollution effectuées dans le cadre du contrôle pour la détermination des redevances par l'AGENCE FINANCIERE DE BASSIN pourront tenir lieu des campagnes de mesures imposées au présent paragraphe si elles leur correspondent en temps et en contenu. Dans tous les cas, l'Inspecteur des Installations Classées devra être informé au moins 15 jours à l'avance de la date fixée pour les contrôles susvisés.

d) Prévention des pollutions accidentelles :

Quand le réseau sera rendu correctement séparatif, en une partie eaux propres d'une part, une partie eaux chargées d'autre part, le réseau eaux propres sera pourvu, immédiatement en amont du point de regroupement avec l'autre réseau ou le milieu récepteur, d'un dispositif de mesure d'un paramètre de qualité des eaux (résistivité, pH, etc...) avec enregistreur ; cet appareil permettra une lecture directe du paramètre surveillé et sera relié à une alarme reportée dans un lieu de permanence de l'usine, où un préposé responsable disposera d'une consigne écrite en cas d'alarme. Dans le cas de plusieurs points de rejet au milieu naturel récepteur et d'un réseau non encore rendu séparatif, chaque point de rejet sera muni de l'appareillage susvisé avec alarme distincte. La prescription visée ci-avant devra être respectée dans un délai maximal de 1 an à compter de la notification du présent arrêté.

e) Information de l'Administration :

L'ensemble des résultats des mesures et analyses d'autosurveillances susvisées complétées des chiffres de production et moyennes, sera adressé mensuellement, avec échéance de 15 jours à fin de mois, à l'Inspecteur des Installations Classées dans des formes définies en accord avec ce dernier ; il en sera de même des rapports des campagnes de contrôles par organismes agréés visés ci-dessus.

### 3 - NIVEAU DES REJETS.

- 5 -

Les normes fixées au présent chapitre sont exprimées en ratios spécifiques (rapports à la tonne de papier produit) dont la définition suit :

- ratio de pollution journalière : charge de pollution d'une journée calendaire rapportée à la production brute comptable de la journée considérée; il s'agit d'une pointe effective journalière de flux polluant.
- ratio de pollution moyenne mensuelle : charge de pollution totale d'un mois calendaire rapportée à la production brute comptable totale du mois considéré

#### A - Dès notification du présent arrêté :

Le niveau maximal des flux polluants rejetés par l'usine est fixé par le ratio de pollution moyenne mensuelle suivant, qui correspond à la situation constatée au 1er Semestre 1982 :

• Débit	=	65 m <sup>3</sup> /T
• MeSTnd	=	4,5 Kg/T
• DCOnd	=	20 Kg/T
• DBO5.	=	7 Kg/T

Le ratio de pollution journalière s'établit aux valeurs ci-dessus, majorées de 50 % en ce qui concerne les matières en suspension et les matières oxydables.

Jusqu'à mise en place de dispositifs d'épuration impliquant un décalage notable dans le temps des rejets pollués par rapport à l'instant de la génération des effluents correspondants par les ateliers, les flux effectivement rejetés devront être négligeables les jours d'arrêt des installations.

D'autre part, les effluents rejetés devront avoir à tout instant un pH compris entre 5,5 et 8,5 ainsi qu'une température inférieure à 30°C; cette prescription restera applicable définitivement à l'établissement.

B - Un premier programme de réduction des flux polluants générés par l'usine sera mis en place dans les délais fixés ci-après :

- a) au 1er Janvier 1983 : le débit général des rejets de l'usine devra être réduit en procédant à la résorption de la surverse perturbatrice du réseau d'alimentation en eau de l'usine, pour respecter le plafond de ratio moyen mensuel de 30 m<sup>3</sup> par tonne de papier produit.

D'autre part à cette même date, l'exploitant devra produire une étude exhaustive des moyens internes et traitements primaires physico-chimiques externes envisageables pour la réduction des matières en suspension; devront être notamment examinés les restructurations de réseaux de distribution d'égout, le remplacement d'organes de robinetterie ou consommateurs excessifs, la mise en place d'aéroflottateurs ponctuels traitant des parties d'effluents très chargés, l'utilisation de bassins tampons de secours pour aplanir les pointes de charges polluantes accidentelles ou chroniques, de bassins de décantation complémentaire des MeS, bassins de lagunage et d'aération pour effluents chargés.

Cette étude devra présenter les différents stades de moyens à mettre en oeuvre ainsi que leur coût prévisible, afin d'obtenir des rejets conformes aux normes dont les échéances d'application effective sont fixées aux paragraphes b et c suivants du 1er programme défini au présent chapitre B; l'étude tiendra compte également des objectifs du second programme visé au chapitre C ci-après, afin de retenir des dispositions qui ne soient pas incompatibles à terme avec ces objectifs.

- b) au 1er Décembre 1983 : Un premier stade d'action pour l'abattement des flux de matières en suspension rejetées devra permettre d'obtenir, dans les conditions déjà fixées pour ce qui concerne les plafonds de débit et de matières oxydables, des ratios journaliers et moyens mensuels inférieurs respectivement aux valeurs de 3 kg et 2 kg par tonne de papier produit pour les MeSTnd.

- c) au 1ER DECEMBRE 1985 : Un second stade d'actions destinées à l'abattement des flux de matière en suspension rejetées devra permettre de réduire les valeurs de ratios de pollution visés au § b précédent à respectivement 1,5 Kg et 1 Kg de MeSTnd par tonne de papier produit.

C - Un second programme de réduction des flux polluants générés par l'usine devra être défini à partir d'une nouvelle étude dont le rapport sera remis à l'inspecteur des Installations Classées avant le 1ER JANVIER 1985.

Cette étude sera établie à partir des résultats obtenus au cours de la réalisation du premier programme de réduction de pollution, et sera destinée à déterminer les moyens complémentaires à mettre en place pour le respect des normes de rejets suivantes, les ratios en MeSTnd restant limités au plafond précédemment fixé :

- ratio de pollution journalière :
  - débit : 20 m<sup>3</sup>/T
  - DBO5nd : 1,5 Kg/T
- ratio de pollution moyenne mensuelle :
  - Débit : 15 m<sup>3</sup>/T
  - DBO5nd : 1 Kg/T

Les échéances d'application effective de ces normes seront fixées par arrêté complémentaire sur proposition de l'Inspecteur des Installations Classées, en fonction des dispositions rapportées par l'étude susvisée.

#### 4 - PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

##### a - rejets accidentels au réseau :

Les dispositifs d'alarme prévus au chapitre II-2-d ci-avant sont destinés à permettre une intervention immédiate sur les causes de l'anomalie signalée dans les rejets au milieu naturel récepteur ; cette intervention définie à la consigne visée au même § II-2-d pour les cas généraux les plus courants ou envisageables, devra aboutir à la normalisation la plus rapide possible du rejet incriminé, au besoin par l'arrêt des lignes de fabrication.

##### b - Cuvettes de rétention :

Les réservoirs de stockage des produits inflammables ou toxiques seront implantés dans des cuvettes de rétention imperméables aux produits et susceptibles de réunir la totalité des produits contenus dans le plus grand des réservoirs (ou la capacité totale des réservoirs reliés entr'eux) et au moins 50 % du volume total des réservoirs contenus dans chaque cuvette.

Les cuvettes de rétention devront présenter une étanchéité parfaite tant au niveau du fond que des parois ; ces derniers éléments seront calculés pour supporter les poussées des terres et les poussées hydrostatiques éventuelles.

Dans le cas des cuvettes contenant des liquides inflammables :

- les parois devront présenter une stabilité au feu de degré 4 heures
- Un dispositif de classe MO, étanche en position fermée et manœuvrable de l'extérieur de la cuvette de rétention, devra permettre l'évacuation des eaux vers un deshuileur pour récupérer les hydrocarbures avant rejet ; ce dispositif de vidange devra présenter la même stabilité au feu que les murs de la cuvette de rétention.

L'exploitant devra fréquemment s'assurer que les cuvettes de rétention sont vides et en parfait état de propreté ; il prendra toutes dispositions pour éviter les débordements en cours d'emplissage des réservoirs ; ces derniers seront équipés d'indicateurs de niveaux visibles du point de livraison, en bon état de marche.

## 5 - REGISTRE DE POLLUTION DES EAUX

Un registre dit de "POLLUTION DES EAUX" devra être mis en place dès notification des présentes prescriptions ; ce registre sera constitué :

- des feuilles mensuelles d'auto-surveillance des rejets évoqués au présent chapitre,
- des résultats des campagnes périodiques effectuées par organisme agréé,
- des enregistrements des paramètres qui doivent l'être en application du présent arrêté, et qui seront conservés pendant une durée initiale de 2 ans à la disposition de l'inspecteur des Installations Classées.
- des notations et observations journalières, mensuelles ou exceptionnelles de l'exploitant relatives aux conditions de fonctionnement de l'usine à l'égard des préoccupations de pollution des eaux (concernant soit les résultats d'auto-surveillance, sur les pointes anormales de pollution mesurées, sur épisodes de pollution accidentelles survenus sur mauvais fonctionnement : l'installation d'épuration des eaux etc...)

Le registre sera tenu en tout temps à la disposition de l'inspecteur des Installations Classées.

## III. - POLLUTION ATMOSPHERIQUE

### 1 - INSTALLATION DE COMBUSTION

- ... du 31. 1.75/ A - Les dispositions de l'arrêté ministériel du 20 JUIL 1975//relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie (texte applicable de plein droit à l'établissement), sont assorties de l'échancier de mise en conformité suivant tenant compte de l'antériorité de l'implantation de la chaudière à vapeur (puissance maximale 29 000 th/h alimentée au fuel oil lourd n° 2) et dans les limites dérogatoires prévues pour l'application de ce règlement.

.../...

a - pour l'application de l'article 7

Les appareils de mesure et d'enregistrements de l'indice de noircissement ainsi que de la concentration de poussières à l'émission installés avant le 1<sup>ER</sup> JANVIER 1982 et non agréés pourront être acceptés provisoirement à condition de faire l'objet d'un étalonnage préalable par organisme agréé pour ces mesures avant le 1<sup>ER</sup> NOVEMBRE 1982.

En tout état de cause, un appareil agréé pour ces 2 mesures devra être installé avant le 1<sup>ER</sup> JANVIER 1985.

b - pour l'application des articles 12 à 18

- La hauteur réglementaire de la cheminée correspondant à la puissance de la chaudière a été calculée égale à 48 mètres ; pour tenir compte de l'antériorité des Installations, la hauteur actuelle effective du conduit (45 m) sera considérée acceptable jusqu'à apparition d'un élément modifiant les conditions d'environnement de l'usine et justifiant une révision de la présente prescription par l'Inspecteur des Installations Classées.
- La vitesse réglementaire d'éjection des gaz de combustion est fixée à 12 m/s ; les mesures de la vitesse effective des gaz effectuées dans le cadre de l'étalonnage évoqué au §(.) précédent devront justifier du respect de cette vitesse minimale ; dans le cas contraire, l'installation d'un cône convergent destiné à augmenter la valeur effective d'éjection des gaz devra être réalisée avant le 1<sup>ER</sup> JANVIER 1983.

c - pour l'application des articles 19 à 20

Les valeurs maximales d'opacité et d'empoussièrement des fumées sont celles prévues au texte de l'arrêté pour le cas du ramonage discontinu par injection de vapeur sur les foyers et chaudières mise en service avant le 1<sup>ER</sup> JANVIER 1976, à savoir :

- OPACITE : Indice noircissement inférieur à 5, sauf fugitivement à l'allumage et aux ramonages discontinus.
- INDICE PONDERAL :
  - 250 ng/th en période normale
  - 500 ng/th moins de 400 h/an et moins 15/th moins de 200 h/an, hors période normale.

Les résultats des mesures pondérales enregistrés et archivés conformément à l'article 22 comprendront la détermination du cumul mensuel des valeurs comprises entre 250 et 500 ng/th d'une part, et comprises entre 500 et 1 000 ng/th d'autre part.

B - Les autres dispositions suivantes :

/no/ L'entretien des installations de combustion se fera soigneusement et aussi fréquemment que nécessaire, afin d'assurer un fonctionnement présentant pas d'inconvénients pour le voisinage. Cette opération portera sur le foyer, la chambre de combustion et l'ensemble des conduits d'évacuation des gaz de combustion et le cas échéant, sur les appareils de filtration et d'épuration.



## 2 - PRESCRIPTIONS APPLICABLES AU RESTE DE L'ETABLISSEMENT

Il est interdit de procéder à l'allumage de feux de matériaux solides ou de combustibles liquides divers dans l'enceinte de l'établissement.

De même, seront limitées au maximum les émissions de vapeurs, poussières, gaz odorants toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publiques, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

### **IV. - BRUIT**

- 1 - L'installation sera construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'instruction ministérielle du 21 JUIN 1976 relative au bruit des installations relevant de la loi sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes lui sont applicables.

- 2 - Les véhicules et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, devront être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier à un type homologué au titre du décret du 13 AVRIL 1969).
- 3 - L'usage de tous appareils de communications par voie acoustique (sirène, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.
- 4 - Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fera en des points situés en limite du périmètre de l'enceinte de l'établissement, conformément aux dispositions normalisées reprises par l'instruction sus-visée.
- 5 - L'inspecteur des installations classées pourra demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiés dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais en seront supportés par l'exploitant.

### **V. - DECHEMES**

Les dispositions suivantes devront être respectées dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- 1 - L'exploitant est tenu de définir une destination spécifique à tout déchet généré par son établissement de manière à prendre des dispositions propres à éviter tout rejet direct ou indirect à l'intérieur ou à l'extérieur de l'usine, préjudiciable à l'environnement.
- 2 - Tout traitement, réutilisation ou élimination de déchets, même par une entreprise extérieure devra préalablement obtenir l'accord de l'Inspecteur des Installations "Classées".
- 3 - L'exploitant est tenu de noter sur un registre spécial dit "registre des déchets" tout traitement interne ou sortie de déchets à l'extérieur du périmètre de l'usine ; pour chaque enlèvement ou traitement interne seront notés :
  - la date de l'opération,
  - l'identité du transporteur et le moyen de transport utilisé (cas d'un enlèvement),
  - la quantité, la nature chimique et physique exactes du déchet concerné, et ses caractéristiques particulières s'il s'agit d'un produit polluant ou toxique,
  - identité et coordonnées de l'entreprise chargée du traitement de l'élimination ou de la réutilisation du déchet (cas d'un enlèvement).
- 4 - Le registre des déchets est tenu en tout temps à la disposition de l'Inspecteur des Installations classées.
- 5 - Dans le cas où la destination finale projetée pour un déchet serait l'épandage agricole, l'exploitant est tenu, avant toute mise en oeuvre, d'en demander l'autorisation à M. le Préfet des Bouches du Rhône par production d'une étude circonstanciée accompagnée de justifications constituées d'avis d'experts agréés en pédologie et hydrogéologie concernant le programme d'épandage à retenir.

## VI. - INCENDIE

### A - MOYENS EN EAU

- a) Pour permettre l'alimentation en eau en toutes circonstances, l'usine devra disposer avant le 1ER JUIL 1983, d'un moteur thermique de 60 CV installé dans la station de pompage au Rhône et permettant d'entraîner l'une des deux pompes électriques de 1 000 m<sup>3</sup>/h débitant dans les bassins d'alimentation générale de l'usine.

Un moteur auxiliaire sera également approvisionné pour permettre l'amorçage de la pompe de 300 m<sup>3</sup>/h alimentant le réseau de ceinture incendie du parc de matières premières, cette pompe devrait être entraînée par le moteur à essence existant, en cas de panne d'électricité.

- b) Dès à présent, 2 moto-pompes de 165 CV, 200 m<sup>3</sup>/h à 14 bar chacune, installées en parallèle, doivent permettre d'aspirer dans les bassins d'alimentation générale de l'usine et de refouler sur un collecteur diamètre 200 mm équipé de 3 sorties diamètre 100 mm et deux de 70 mm.

Pour permettre l'alimentation en eau des engins d'incendie en cas de non fonctionnement du groupe moto-pompe visé ci-avant, une conduite de diamètre 200 mm devra être branchée directement en un point de charge des bassins, et aboutira à 2 sorties diamètre 100 mm côté NORD des bassins, et 2 sorties diamètre 100 mm côté EST des bassins.

- c) Les dispositions susvisées complètent le réseau de première intervention alimenté sous une pression de 5 bars à partir des bassins d'alimentation générale de l'usine.

### B - MATERIEL MOBILE D'INTERVENTION

L'inventaire de ce matériel établi par l'exploitant en date du 3 JUIL 1981 et soumis à l'approbation de l'Inspection Départementale des Services d'Incendie et de Secours est le suivant :

#### 1°/ MANCHES

- Ø 100 : 1 000 mètres sur dévidoir porté  
Ø 70 : 1 520 mètres dont 560 mètres sur dévidoirs mobiles,  
440 mètres répartis en divers points fixes de l'usine,  
520 mètres en réserve.  
Ø 45 : 1 160 mètres dont 620 mètres sur dévidoirs mobiles fixés en des points déterminés de l'usine, 280 mètres répartis en divers points, 260 mètres en réserve.  
Ø 30 et Ø 25 pour ménage, principalement sur fil autour des machines et des aires de stockage des matières premières et des produits finis.

#### 2°/ CANNES

Deux canons à eau de type HOLLAND alimentés par 2 entrées en Ø 70.

#### 3°/ FûTS de LANCES

- Ø 70 : 30 fûts  
Ø 45 : 40 fûts dont 30 à jet diffuseur.

#### 4°/ DIVISIONS

- 5 divisions de 100 x (2x70)  
8 divisions de 70 x (2x45) dont 5 avec robinet d'arrêt.

#### 5°/ RÉDUCTIONS

- 7 réductions 70 x 45  
6 réductions 45 x 25

#### 6°/ 1 AUTO POMPE MOBILE GUINARD de 60 m<sup>3</sup> à 6 bars

#### 7°/ 1 FOURCINETTE TYPE ESTAMPES équipée pour le transport des manches de Ø 100

#### 8°/ 158 EXTINCTEURS

- 93 CO 2 dont 2 de 30 Kgs  
19 eau pulvérisée dont 2 de 50 litres  
46 à poudre polyvalente dont 1 de 40 Kgs et 2 de 50 Kgs

### C - PLANS ET EXERCICES DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

- 1 - Le plan M21 - Schéma du circuit incendie F-CANALIS au 1/500 mis à jour en date du 03.06.81, communiqué au Chef de Corps et Sapeurs Pompiers de la ville d'ARLES

et à l'Inspecteur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, sera révisé en fonction des modifications matérielles apportées aux installations; il en sera de même pour l'inventaire du matériel mobile visé au § B précédent.

2 - Des exercices périodiques de lutte contre l'incendie seront organisés par l'exploitant avec la collaboration des Services des Sapeurs Pompiers dans la limite des moyens disponibles par ces Services; ces exercices devront permettre aux divers personnels de mettre en oeuvre l'ensemble des équipements de lutte et de défense contre l'incendie et d'évaluer les temps d'intervention nécessaire lors d'incidents simulés.

3 - L'entretien régulier et des essais de bon fonctionnement périodiques des différents réseaux, moyens de pompage ainsi que du matériel mobile de lutte contre l'incendie sera assuré par l'exploitant; tout équipement défectueux fera l'objet d'une réparation immédiate ou de son remplacement dans les meilleurs délais.

# VIII - PRESCRIPTIONS GENERALES

Toute modification notable ou extension des installations de l'établissement devra faire l'objet d'une déclaration ou demande d'autorisation préalable à M. le Préfet, Commissaire de la République de la Région Provence, Alpes, Côte-d'Azur, et du Département des Bouches-du-Rhône, dans les conditions réglementaires prévues au Décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977.

Tout incident notable de pollution, nuisance accidentelle (bruit, odeurs, poussières, eau, fumées), d'explosion ou d'incendie devra faire l'objet sans délai d'une information du Service Inspecteur des Installations Classées.

ARTICLE 2 : Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation initiale du 23 Septembre 1975 sont abrogées dès notification du présent arrêté.

### ARTICLE 3.

L'exploitant devra, en outre, se conformer aux dispositions :

- a) du Livre II du Code du Travail sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs,
- b) du décret du 10 Juillet 1913 sur les mesures générales de protection et de salubrité applicables dans tous les établissements industriels ou commerciaux,
- c) du décret du 14 Novembre 1962 sur la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques.

### ARTICLE 4.

L'établissement sera soumis à la surveillance de la Police, de l'Inspection des Services d'Incendie et de Secours, de l'Inspection des Installations Classées et de l'Inspection du Travail. Il sera tenu à l'exécution de toutes mesures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

### ARTICLE 5.

En cas d'infraction à l'une des dispositions qui précèdent, l'autorisation d'exploiter pourra être suspendue sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

Sauf le cas de force majeure, l'autorisation perdra sa validité si l'établissement n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

### ARTICLE 6.

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Un extrait de cet arrêté sera affiché en permanence et de façon visible, dans l'établissement.

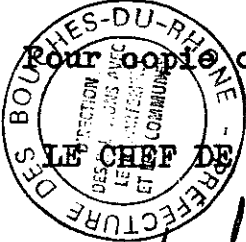

### ARTICLE 7.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### ARTICLE 8.

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, le Sous-Préfet Directeur Départemental de la Sécurité Civile, le Sous-Préfet Commissaire Adjoint de la République pour l'arrondissement d'Arles, le Maire d'Arles, le Directeur Interdépartemental de l'Industrie, le Directeur Départemental du Travail et de la

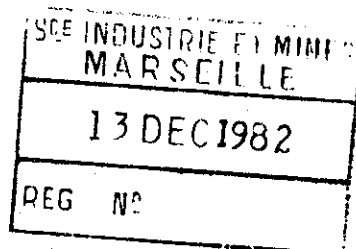
Main-d'Oeuvre, l'Inspecteur Départemental des Services d'Incendie et de Secours et toutes autorités de Police et de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un extrait sera publié et affiché conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977.

**Pour copie conforme**  
  
**LE CHEF DE BUREAU**  
  
**Mathilde FERRERO**

MARSEILLE, le 6 DEC. 1982

Pour le Préfet  
 Commissaire de la République  
 Le Secrétaire Général Adjoint,

Marc FERRUA



DESTINATAIRES :

- M. le Maire d'Arles  
 "Aux fins utiles"
- M. le Sous-Préfet Commissaire Adjoint  
 de la République pour l'arrondissement d'Arles
- M. le Sous-Préfet, Directeur Départemental de  
 la Sécurité Civile
- M. le Directeur Interdépartemental de l'Industrie
- M. le Directeur Départemental du Travail et de la  
 Main-d'Oeuvre
- M. l'Inspecteur Départemental des Services  
 d'Incendie et de Secours
- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture
- M. le Directeur Départemental de l'Équipement
- M. le Directeur Départemental des Affaires  
 Sanitaires et Sociales

"Pour leur information"